

contact: LCRLongwy@yahoo.com

Sarkozy, Juncker: même combat ?!

Comparer la situation politique et sociale de la France avec celle du Luxembourg pourrait paraître, à première vue, un exercice futile ou insolite. Cependant, une analyse à peu près lucide fera lumière sur l'évidence que l'ensemble des travailleurs de la « Grande Région » tant prisée subissent les mêmes attaques. La politique hyperactive de Sarko destinée à casser du « social » tous azimuts a comme équivalent le paternalisme autoritaire de Juncker. Avec leurs méthodes et approches individuelles, ils dessinent le fantôme de la

banqueroute étatique toute proche pour mieux faire avaler à la classe ouvrière la pilule amère du libéralisme à outrance, avec privatisations, dérégularisations et démantèlement des acquis sociaux comme ingrédients. Les conséquences seront néfastes, peu importe de quel côté des frontières nationales on vit.

« Travailler plus » en français signifie « statut unique » en luxembourgeois. L'ancienne revendication des syndicats luxembourgeois d'assimiler

le statut du travailleur à celui de l'employé a été pervertie dans son contraire par le gouvernement de Juncker pour ouvrir la voie à la précarisation des contrats et conditions de travail : défiscalisation des heures supplémentaires, minage des bases propres aux caisses de maladies et de pension, cadences infernales, flexibilité de la durée du travail et ouverture de la chasse aux absentéistes.

Le démontage progressif du service public, la marchandisation des besoins primaires par le biais des privatisations des transports publics, des fournitures en gaz, eau et électricité d'une part et les cadeaux fiscaux aux multinationales, qui s'adonnent aux licenciements et aux délocalisations à cœur de joie d'autre part sont monnaie courante en France et au Luxembourg : la redistribution des richesses du bas vers le haut.

Si Sarkozy s'attaque aujourd'hui aux régimes spéciaux, c'est Juncker qui peut lui servir d'exemple puisque cet Européen zélé a déjà spolié en 1999 les cheminots et les salariés de la fonction publique de ces acquis sociaux. Si l'introduction d'un service minimal en France est une atteinte au droit de grève des travailleurs français, il faut rappeler que régulièrement le gouvernement luxembourgeois sape le droit de grève au Luxembourg par petites étapes en modifiant le droit de travail.

Pour brasser leurs politiques respectives, Juncker et

Sarkozy puisent dans l'obscur « Agenda de Lisbonne », dans lequel les chefs d'Etat de l'UE ont défini les objectifs en mars 2000, pour faire de l'UE l'économie la plus compétitive du monde. Mettre en échec les salarié(e)s en éliminant pas à pas l'ensemble de leurs acquis sociaux est l'épine dorsale de cet agenda.

133.000 salariés, dont 63.000 Français, traversent quotidiennement la frontière pour gagner

leur vie au Luxembourg, paradis pour les grands capitaux, le N° 1 de la productivité en Europe, pays où 15 % des jeunes vivent au dessous du seuil de pauvreté !

Peu importe de quel côté de la frontière on vit, le combat est le même, face à un capitalisme qui devient de plus en plus agressif..

Organisons la riposte sociale en France, au Luxembourg, en Europe. Faisons converger les mobilisations en construisant des organisations de masse, anti capitalistes et révolutionnaires, des partis qui ne sont plus effrayés par des dérives telles que frontières nationales !





Secteur bancaire: Profits de misère!

Luxembourg est décrit comme le paradis fiscal par excellence, le pays des holdings et des multinationales, où les banques génèrent des bénéfices pharamineux pour les actionnaires.

Le revers de la médaille sont les conditions de travail des employés de ce secteur financier qui s'aggravent au jour le jour : licenciements de délégués du personnel, flexibilité, harcèlement, stress et 47,6 heures de travail par semaine !

Luxembourg est le site bancaire qui offre les plus mauvaises conditions de travail pour ses salariés. Aucune catégorie de salariés n'est épargnée par les conséquences du néo libéralisme !

ARCELOR-MITTAL: Restructurations!

Castegnaro, ancien président de l'OGB-L et (toujours) membre du conseil d'administration d'Arcelor, s'est récemment adressé aux militants du syndicat pour mettre les pendules à l'heure. Il annonçait la mise en œuvre à courte échéance du nouveau plan de restructuration intitulé « Lux2010 », pour les sites Arcelor-Mittal dans la région. Pour ce brave social-démocrate, les causes de cette destruction d'emplois annoncée ne sont, bien sûr, ni l'avidité des actionnaires ni la cruelle logique de la concentration des capitaux, mais le fait que les « bons » actionnaires et chefs d'entreprise de chez Arcelor ont été éclipsés par le « mauvais » capitaliste Mittal.

Organiser la riposte unitaire et solidaire dès à présent, dans l'ensemble de la Grande Région et au-delà, n'est évidemment pas une option pour M Castegnaro. On s'en doutait, puisqu'à 2 reprises en 2003, il a interdit aux militants de l'OGB-L de manifester ensemble avec leurs collègues français et belges devant le siège d'Arcelor à Luxembourg. Tandis que lors des manifs les métallos français et belges se faisaient tabasser par les flics luxembourgeois équipés pour l'occasion avec tout un arsenal flambant neuf, Castegnaro siégeait au conseil d'administration et traita les manifestants de casseurs.

Nous sommes sûrs que les métallurgistes et les employé(e)s de chez Arcelor-Mittal ont gardé leur capacité de se mobiliser et de défendre leurs emplois et la métallurgie dans la région. Ils peuvent donner une nouvelle dimension à leur combat en préparant dès à présent la riposte contre les attaques qui viendront et en refusant de se laisser manipuler de nouveau par des directions syndicales qui pataugent dans la collaboration des classes.

La Grande-Région : Forteresse européenne

Alors que même des membres du gouvernement trouvent « dégueulasse » les tests d'ADN pour contrôler le regroupement familial et qu'il y a toujours une forte mobilisation d'organisations, réseaux et citoyens qui se révoltent contre la politique répressive du gouvernement français à l'égard des immigré(e)s, il y a peu de voix qui s'élèvent au Luxembourg contre une pratique tout aussi humiliante et inhumaine envers les sans papiers et autres clandestins non désirés. Comme en France, le Luxembourg est en train de s'engager sur la voie de « l'immigration choisie ». Tandis que s'intensifient les expulsions, le commencement des travaux pour un centre de rétention de dimensions effrayantes est prévu sous peu. La résistance contre expulsions et discriminations tout comme l'organisation de la solidarité sont une priorité absolue !

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone Email :